

## TABLE DES MATIÈRES

### Doctrine

- 101 **Droit pénal de l'ennemi *versus* droit pénal du citoyen. Réflexions sur le droit pénal à partir de la fonction d'anticipation mise en avant par les infractions terroristes incriminées par les articles 140sexies et 140septies du Code pénal**  
par C. MOREAU

### Chronique

- 137 **L'infanticide et le déni de grossesse**  
par N. PUISSANT

### Bibliographie

- 154 ***Le droit pénal de la circulation routière en 2020 : questions choisies*, L. KENNES (dir.), coll. « UB3 », Bruxelles, Larcier, 2020, 123 p.**  
par F. LUGENTZ
- 157 ***Flic, un journaliste a infiltré la police*, par V. GENDROT, Paris, Éditions Goutte d'Or, 2020, 294 p.**  
par N. DESURMONT

### Jurisprudence

- 160 **Cour de cassation (2e ch., F.), 30 janvier 2019, P.18.0879.F.**  
  - Lois. Décrets. Ordonnances. Arrêtés – application dans le temps et dans l'espace – application de la loi dans le temps – récidive – roulage – loi qui restreint le champ de la récidive – erreur du législateur – réparation – régime intermédiaire plus favorable (non)

Avec conclusions avocat général M. NOLET DE BRAUWERE et note J. POELMAN, « Les péripéties de l'article 38, § 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi relative à la police de la circulation routière au regard du principe de la rétroactivité *in mitius* »
- 187 **Cour de cassation (2<sup>e</sup> ch., F.), 10 juillet 2019, P.19.0894.F.**  
  - Détention préventive – pourvoi en cassation – délai – principe
  - Détention préventive – pourvoi en cassation – demandeur en cassation sous les liens du mandat d'arrêt sous surveillance électronique – déclaration de pourvoi – lieu

Avec note C. VANKERKOVEN, « Le pourvoi en cassation formé par l'inculpé détenu sous surveillance électronique »

- 200 | **Juge de l'application des peines du Hainaut, div. Mons (37<sup>e</sup> ch.), 28 mai 2020, Réf. 2019/001-EPE**
- Droits de la défense – conclusions – dépôt – formes et délai – tribunal et juge de l'application des peines
  - Enquête pénale d'exécution (EPE) – saisie en vue de l'exécution d'une condamnation à la confiscation et aux frais – tiers revendiquant la propriété des avoirs saisis – refus du magistrat EPE de lever la saisie – recours – juge de l'application des peines – intérêt légitime – recevabilité du recours